

Pour reconstruire une gauche radicale et indépendante

samedi 31 octobre 2009, par [DEMARCO Sandra](#) (Date de rédaction antérieure : 28 octobre 2009).

Sarkozy et son gouvernement poursuivent leur feuille de route de contre-réformes contre la majorité de la population, confortés par les résultats des élections européennes et l'absence d'opposition institutionnelle. Il s'agit de nous faire payer la crise du capitalisme, la crise écologique.

Que ce soit le projet de privatisation de La Poste, la taxe carbone, la réforme territoriale, les retraites, les salaires, les licenciements, les coupes sombres dans les dépenses publiques, tout est fait pour nous faire comprendre que c'est aux travailleurs, aux jeunes, aux retraités, aux précaires, bref à la grande majorité de la population de payer leur crise.

La mobilisation autour de la votation citoyenne contre la privatisation de la Poste, les luttes et manifestations contre les licenciements de cet automne, l'impopularité manifeste de l'équipe gouvernementale et des principales mesures phares de celle-ci, montrent que le rapport de force peut être inversé. Mais il est vrai que l'absence de stratégie de confrontation de la part des principales directions syndicales pèse lourd dans la situation.

Face à cette situation, le PS semble plus intéressé par son rapprochement avec le Modem, rendu possible par un programme (et un bilan régional !) « socialiste » 100% compatible avec le libéralisme. Les socialistes ont l'œil rivé sur les élections présidentielles de 2012 plutôt que sur la nécessité de construire une véritable opposition à ce gouvernement et à la logique capitaliste.

La brutalité de la situation faite à la population associée à la dérive accélérée du PS et aux tentatives de recomposition autour d'un centre-gauche exigent un rassemblement sur des bases claires.

C'est pourquoi le NPA a initié depuis cet été un processus de discussion entre différents partis politiques pour présenter ensemble des listes unitaires de la gauche radicale dans les 21 régions métropolitaines voulant regrouper autour d'un véritable projet de rupture avec la droite au pouvoir, mais aussi avec la gestion social-libérale régionale. Nous avons tenu depuis fin septembre plusieurs réunions et adopté une déclaration commune et une méthode de discussion pour nous mettre d'accord sur un rassemblement de la gauche radicale.

Pour nous, ces listes unitaires doivent en particulier défendre que l'argent public serve aux intérêts du plus grand nombre. Cela veut dire par exemple dans le cadre régional l'arrêt de toute subvention au secteur privé, aux entreprises, aux lycées privés, à la formation professionnelle contrôlée actuellement par le patronat, ou encore récupérer les fonds publics versés aux entreprises qui ont licencié. Cet argent doit servir à développer le service public de formation professionnelle et les lycées publics, ainsi les réseaux de transports collectifs (bus ou ferré), et rendre gratuits les déplacements.

Au vu du bilan des 20 régions gérées depuis 2004 par les partis de gauche, socialistes en tête, cela exige une indépendance complète vis-à-vis du parti hégémonique, le Parti Socialiste, d'abord, évidemment, au premier tour. Mais la nécessité politique qui impose l'indépendance au premier tour ne disparaît pas au second !

Il faut certes battre la droite, nous en sommes convaincus, car une victoire électorale de Sarkozy dans quelques mois accentuerait le rouleau compresseur anti-social. Mais battre la droite, cela ne signifie pas obligatoirement comme on voudrait nous le faire croire, participer à des gouvernements de région avec le PS en position dominante mettant en œuvre des politiques contraires à ce que nous défendons. Car en effet, il existe bien deux gauches aux orientations incompatibles, dotées de programmes contradictoires qui interdisent de gérer ensemble. Chacun à la gauche du PS en convient à sa manière en indiquant que la gestion commune est soumise à des conditions. Une discussion approfondie sur le contenu doit permettre de constater ensemble que ces conditions ne sont pas aujourd'hui réunies, ni du point de vue du bilan ni de celui du programme, sans même parler de l'affaire du MODEM.

L'enjeu des prochaines échéances électorales est bien plus élevé que de gagner quelques postes : il s'agit dès aujourd'hui de se donner les moyens d'inverser le rapport de force à gauche, de redonner confiance au monde du travail, aux jeunes, en lien avec les mobilisations populaires sociales et écologiques ; bref de permettre la reconstruction d'une gauche de combat contre la droite. Cela veut dire à cette étape rassembler toutes les forces disponibles autour d'une telle perspective : c'est le sens de la politique unitaire menée par le NPA.

Sandra Demarcq

P.-S.

* Paru dans « TEAN » n°28 (29/10/09).